

Bachelot veut remédier au désert médical (Ouest France 25/01/08)

Augmentation du nombre d'étudiants, ouverture de maisons médicales, prévention... La ministre veut inciter les médecins à s'installer en campagne.

En octobre, le gouvernement a reculé face aux internes qui sentaient des menaces sur la liberté d'installation des médecins. Quels autres moyens proposez-vous pour inciter les jeunes à s'installer dans des zones rurales ?

Nous n'avons pas reculé devant cette grève ! Nous avons plutôt voulu expliquer notre démarche et associer les jeunes au débat. En France, la formation des médecins généralistes n'est pas identifiée. Actuellement, les étudiants ont un semestre de stage durant leurs études. Je veux doubler ce temps. Je compte aussi augmenter le nombre d'étudiants de deuxième année. Le *numerus clausus*, de 7 100 actuellement, va passer à 8 000 sur quatre ans.

Les médecins rechignent à s'installer dans des zones rurales ou dans certains quartiers urbains. Que comptez-vous faire pour les y inciter ?

Certaines collectivités accordent des bourses à des étudiants en échange de leur installation dans des zones déficitaires. L'État peut aider l'ouverture de maisons médicales pluridisciplinaires, avec une infirmière, un kiné... Les jeunes médecins travaillent en équipe. Et puis la féminisation de la profession peut dissuader les femmes de s'installer seules. Nous travaillons collectivement, dans le cadre de ces états généraux, à des mesures ambitieuses permettant de répondre vraiment à ces problèmes.

Vous avez déclaré vouloir changer la pratique des médecins. De quelle manière ?

Je souhaite favoriser la mise en place de modes alternatifs de rémunération au seul paiement à l'acte. On peut imaginer de nouvelles formes de rémunération pour le suivi des patients, comme des activités de prévention et d'éducation à la santé. Il y a aussi la possibilité de rémunérations sur objectifs de santé publique, par exemple la participation aux campagnes de vaccinations comme celle contre la grippe.

Comment éviter que les patients engorgent les urgences des hôpitaux ?

Le constat est accablant. 70 % des urgences pourraient être traitées en médecine de ville. Quelque 4 millions de Français ont du mal à trouver un médecin dans certaines zones, à certaines heures, la nuit et le week-end. On peut mieux organiser les permanences de soins, en élargissant les zones et en rémunérant correctement les médecins. On peut aussi régler le problème en implantant des maisons médicales.

Recueilli par Jean-Jacques REBOURS.

Ce vendredi, Roselyne Bachelot est à l'École de la Santé de Rennes dans le cadre des États généraux de l'offre de soins. Elle devrait présenter un projet de loi sur la modernisation du système de santé avant l'été.